



PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - BD

Arrêté préfectoral imposant à la société R.L.S.T. ELIS FOREST des prescriptions complémentaires pour la cessation d'activité de son site implanté à FOREST-SUR-MARQUE

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
préfet du Nord,
officier de l'ordre national de la légion d'honneur
commandeur de l'ordre national du mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles R 512-31, R 512-74 à R 512-79 ;

VU les différentes décisions préfectorales réglementant les activités de la société R.L.S.T. devenue R.L.S.T. ELIS FOREST - siège social : 5 rue Alfred Mongy 59700 MARCQ-EN-BAROEUL - pour son établissement situé à FOREST-SUR-MARQUE, 64/68 rue principale ;

VU le rapport du 19 juin 2008 de Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, duquel il ressort que la société R.L.S.T. ELIS FOREST a exploité des installations classées sur la commune de FOREST-SUR-MARQUE pour une activité de blanchisserie, dont le terrain présente une pollution des sols et de la nappe alluviale par des solvants chlorés ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 22 juillet 2008 ;

CONSIDÉRANT les possibilités de migration des polluants via le milieu alluvial ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

ARTICLE 1

La société R.L.S.T. ELIS FOREST, dont le siège social est 5 rue Alfred Mongy à MARCQ-EN-BAROEUL (59700) et ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la cessation d'activité de son site implanté 64/68 rue principale à FOREST SUR MARQUE (59510).

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent au terrain d'assiette de l'installation autorisée ainsi qu'aux terrains extérieurs éventuellement affectés par une pollution en provenance de celui-ci.

ARTICLE 2

L'exploitant remet le site dans un état

- tel qu'il ne présente aucun des dangers et inconvénients mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement,
- compatible avec un usage déterminé conformément à l'article R512-75 du code de l'environnement.

ARTICLE 3

L'exploitant établit une cartographie précise des zones (sol et nappe) impactées par une pollution, notamment par les solvants chlorés.

Cette cartographie distinguera les phases libres, les zones sources sol, les sols imprégnés.

ARTICLE 4

Sur la base des éléments issus de l'application des articles 2 et 3, l'exploitant propose une stratégie de réhabilitation du site, qu'il transmet à l'inspection des installations classées.

Cette stratégie étudie :

- l'élimination des phases libres et des zones sources sols selon les filières adéquates,
- les techniques de traitement possibles pour les sols,
- les techniques de traitement possibles pour la nappe.

A cet effet, elle définit des seuils de réhabilitation réalistes dans le cadre d'une démarche coûts/avantages.

Compte tenu de ces seuils, l'exploitant définit :

- les dispositifs de restriction d'usage des sols rendus nécessaires par la pollution résiduelle,
- la surveillance à maintenir sur le site.

ARTICLE 5 – DELAIS

Les dispositions du présent arrêté devront être respectées dans les 6 mois qui suivent la notification du présent arrêté.

ARTICLE 6 - FRAIS

Tous les frais occasionnés par les travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 7 – SANCTIONS

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 8 – VOIE DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour de sa notification.

ARTICLE 9 – EXECUTION

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée à :

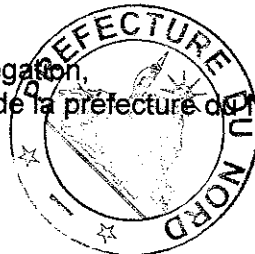
- Monsieur le maire de FOREST-SUR-MARQUE,
- Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de FOREST-SUR-MARQUE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible sur le site par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

FAIT à LILLE, le 15 DEC. 2008

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord,



Guillaume DEDEREN

